

Appel à sanctionner le PS-EELV aux élections municipales.

samedi, 22 mars 2014 / Texte du M'PEP

APPEL A SANCTIONNER LE PS-EELV AUX ELECTIONS MUNICIPALES

Par le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP).

Le 22 mars 2012.

Résumé

Le Parti socialiste, depuis sa victoire à l'élection présidentielle et aux législatives de 2012, mène une politique dans la stricte continuité de celle conduite par monsieur Sarkozy. Le chômage, la précarité, la pauvreté, l'aggravation des inégalités prennent des proportions dramatiques. Aucune issue positive pour la population n'est à attendre de l'acharnement avec lequel les socialistes appliquent les dogmes les plus éculés de la doctrine néolibérale. Cette situation n'a rien de surprenant. C'est la ligne politique constante suivie par le Parti socialiste depuis le « tournant de la rigueur » qu'il a opéré en 1982-1983. Toutes les mesures principales prises depuis 2012 vont ouvertement dans le sens de l'accélération de la domination du capitalisme néolibéral.

Les élections municipales des 23 et 30 mars 2014 sont tout à fait particulières pour deux séries de raisons. D'une part, l'acte III de la décentralisation, largement méconnu par la population, crée une situation parfaitement ubuesque. Ces élections, en effet, se déroulent avant que l'on sache exactement quelles seront les futures compétences des collectivités locales. D'autre part, dix-sept années d'exercice du pouvoir par le PS depuis 1981, permettent désormais de dresser le bilan du principal parti de gouvernement à gauche. Ce bilan est accablant. Voter pour le PS ou s'allier avec lui, comme le font EELV et le PCF dans certaines villes, c'est voter ou s'allier avec le plus dangereux des partis au service des classes dominantes. Car telle est la réalité d'aujourd'hui : le PS, abusant de son image mythique de parti de « gauche », arrive à faire passer des « réformes » (néolibérales) mieux que la droite. Bénéficiant de l'héritage historique d'un parti jadis socialiste, il arrive, avec la connivence de ceux des syndicats ramollis par leur allégeance à la politique de l'UE dont ils font partie au sein de la Confédération européenne des syndicats, à faire passer des « réformes » exigées par la Commission européenne, qui auraient suscité des luttes et résistances si c'était la droite qui était aux commandes. Mitterrand avouait en 1981 déjà que l'arrivée de la gauche atténuerait les luttes de classes ! Les élections municipales, premières élections succédant à l'arrivée au pouvoir du PS en 2012, sont donc l'occasion de sanctionner le plus sévèrement possible ce parti.

Bien sûr, il faudra sanctionner également toutes les listes sur lesquelles se trouvent des amis de messieurs Sarkozy, Fillon, Copé, Bayrou, Borloo. Ils ont mené la même politique que celle de messieurs Hollande et Ayrault. Il faudra aussi sanctionner toutes les listes où se trouvent des amis de la famille Le Pen, car leur démagogie et leur xénophobie contribuent au blocage politique de notre pays. Par défaut, le M'PEP appelle à voter pour des listes de citoyens intègres, attachés à l'indépendance de notre pays, aux libertés des collectivités territoriales, proposant des programmes favorables aux intérêts de la population.

Annexe : Chronologie des principales mesures néolibérales du PS, quand il est au pouvoir, depuis 1982

APPEL A SANCTIONNER LE PS-EELV AUX ELECTIONS MUNICIPALES

La véritable nature politique du PS, depuis au moins 1982, est désormais, même pour les plus naïfs, incontestable. D'un côté, il persiste à vouloir se positionner comme le parti de gouvernement de gauche le plus efficace pour prendre le pouvoir afin de le mettre au service des classes populaires. Il est issu, en effet, d'une période (pourtant bien révolue) où la gauche symbolisait cet objectif. Le souvenir collectif de cet objectif constitue encore la raison de croire à cette notion (la gauche) si malmenée. D'un autre côté, par ses décisions successives, le PS se révèle être en réalité tout autre chose. Il est devenu le parti le plus efficace pour faire passer les lois les plus structurelles et décisives qui renforcent les intérêts essentiels des classes dominantes. Les changements économiques les plus structurants ayant entièrement intégré la France dans l'univers institutionnel néolibéral lui sont dus. Si l'on veut décrire avec le plus d'objectivité la situation des trente dernières années, on peut soutenir, sans pour cela verser dans l'exagération polémique, que le parti organique des classes dominantes n'est l'UMP qu'en apparence. En fait, le plus stratégique, le plus efficace, c'est bel et bien le PS (et ses satellites). Seul il a été en mesure de faire voter les lois les plus importantes dans ce but. L'UMP, bien sûr, n'est pas un meilleur défenseur des classes populaires que le PS. Le rôle de l'UMP est plus modeste, il se charge de représenter l'alternance dans le cadre du bipartisme et de profiter du cadre néolibéral instauré par le PS pour exécuter une politique ouvertement favorable aux possédants et à l'ordre établi.

Les élections municipales des 23 et 30 mars 2014 sont tout à fait particulières pour deux séries de raisons qui renforcent leurs enjeux nationaux. La première série de raisons concerne l'acte III de la décentralisation, et la deuxième a trait au PS lui-même et à EELV. Ce dernier parti reste au gouvernement malgré bientôt deux années stupéfiantes qui resteront dans les annales pourtant déjà bien chargées du PS au gouvernement. Toutes les mesures principales prises depuis sa victoire due strictement au rejet de Sarkozy, vont ouvertement dans le sens de l'accélération du capitalisme néolibéral.

1.- Des élections municipales ubuesques se déroulant en plein milieu du démantèlement des communes

La première raison place les enjeux nationaux comme le critère déterminant pour les élections municipales. La situation est en effet parfaitement ubuesque parce que ces élections se déroulent avant même que l'on sache exactement de quoi sera constitué la fin de l'acte III de la décentralisation. Ce dernier, tout entier inspiré des directives européennes, va définir les compétences et le périmètre des pouvoirs des collectivités locales. Nous assistons donc à une campagne où des listes qui n'ont aucune idée de ce qu'elles pourront faire, présentent néanmoins des programmes comme si de rien n'était. Du moins pour celles qui ont fait cet effort car un nombre anormalement élevé de listes n'a quasiment aucun programme digne de ce nom. Ces dernières se gardent bien de justifier cette absence par la dénonciation de cette aberration d'une élection précédant une loi définissant la compétence à venir de ces mêmes élus.

Ces étranges élections sont donc un des nombreux signes, qui désormais s'accumulent, nous indiquant que nous ne sommes plus que très formellement dans une démocratie. Depuis notamment que le traité de Lisbonne fut imposé à la nation contre le vote majoritaire du peuple en faveur du « non » lors du référendum de 2005. Le parlement, réuni en congrès, a ainsi défié le peuple souverain, dont il n'est pourtant que le représentant. Le PS ne s'est pas opposé à cette forfaiture. Il n'est pas revenu sur cette décision une fois revenu au pouvoir, foulant aux pieds les fondements de la démocratie. Nous sommes donc dans la continuité d'un pouvoir devenu tyrannique juridiquement parlant, et même illégitime. Il n'est donc pas surprenant que l'organisation des élections municipales soit aussi aberrante. C'est aussi la suite logique du pseudo référendum en Alsace, heureusement raté, et du pacte d'avenir en Bretagne. Ces actes s'inscrivent dans l'accélération d'une décentralisation comprise désormais ouvertement comme un processus visant à briser l'unité territoriale et légale de notre société politique. Le but est de donner la possibilité d'établir des normes sociales et économiques « à la carte » si l'on peut dire. Ce qui est donc donner la possibilité de supprimer la loi au sens strict, puisque sa particularité est précisément sa généralité, son universalité sur tout le territoire national. L'objectif est bien d'avancer résolument vers l'Europe des régions et des métropoles, chacune en concurrence structurelle, établissant des règles différentes selon les cas sous la pression continue de la recherche de la compétitivité de leur territoire. Ces règles, dérogoires à la loi commune, ne pourront donc n'être que moins protectrices que la loi.

Le tout est vendu comme une avancée dans la reconnaissance des identités locales. Chaque « *ethnie* » ou supposée telle, chaque collectivité historique, linguistique, disposerait ainsi d'institutions propres. Mais personne, ni au niveau régional, ni au niveau national, ni au niveau européen, ne disposerait de souveraineté, sans laquelle aucune société proprement politique n'est possible ni même concevable. Et *a fortiori* tout processus démocratique. Le PS, EELV et l'UMP sont les plus en pointe dans cette déconstruction institutionnelle visant à dissoudre les souverainetés nationales. Avec l'acte III c'est par le bas, complétant ainsi le démantèlement par le haut par la si mal nommée « *construction* » européenne. Il s'agit d'éliminer la souveraineté politique des pays européens et la possibilité même de tout processus démocratique en leur sein. Voter pour ces partis, c'est donc avaliser cette déconstruction, et par le vote contribuer à l'inutilité imminente de tout vote futur.

2.- Le PS, devenu manifestement le parti organique des classes possédantes, doit être sanctionné

Deuxième raison, aussi essentielle, c'est le dévoilement d'une réalité fort ancienne mais jamais visible de manière aussi crue du véritable rôle politique du PS. Dix-sept années d'exercice du pouvoir pour le PS depuis 1981, permettent désormais de dresser le bilan du principal parti de gouvernement à gauche. Ce bilan est parfaitement accablant. Il va encore en s'aggravant. Ces élections municipales, premières élections succédant à l'arrivée au pouvoir du PS en 2012, sont l'occasion de sanctionner le plus sévèrement possible ce parti et ce gouvernement. Plus fondamentalement, c'est aussi l'occasion de souligner fortement que voter pour le PS ou s'allier avec lui, c'est voter ou s'allier avec le parti principal des classes dominantes. C'est maintenir la clé de voute du blocage démocratique que nous subissons depuis le virage néolibéral entamé par le PS dès 1982. Un examen sommaire de ce bilan permettant de faire un tel constat est présenté en annexe. Exerçons maintenant ce fameux « *droit d'inventaire* » que se sont toujours refusé à faire les « *socialistes* », et on les comprend. Jean-Luc Mélenchon, mitterrandien impénitent et ministre sous Jospin, se refuse d'ailleurs lui aussi à réaliser cet exercice pourtant indispensable pour comprendre la situation politique actuelle.

Le PS a été conçu au début des années 1970 par François Mitterrand comme une machine de guerre

visant la conquête du pouvoir à gauche en s'alliant avec le PCF tout en le paralysant. Son contenu politique était donc logiquement parfaitement opportuniste, composé de trois éléments tout à fait hétéroclites. Il y avait d'abord une continuité avec la vieille SFIO des notables mollétistes. Il y eut ensuite l'intégration de la « *deuxième gauche* », celle du PSU, de Rocard et de la CFDT visant à ce que la gauche de gouvernement cesse de miser sur l'intervention étatique dans l'économie mais plutôt sur les « *forces vives* » de la « *société civile* ». Dernier élément : des revendications ad hoc constituées par les éléments de langage et les concessions programmatiques obligatoires pour séduire l'électorat communiste et pour pouvoir conclure un accord électoral avec le PCF, accord rendu célèbre par le Programme commun de gouvernement de la gauche signé en juin 1972.

Cette stratégie opportuniste, ayant été couronnée de succès grâce aux talents manœuvriers de Mitterrand et aux divisions de la droite, le PS arrive au pouvoir en 1981. La majorité des cadres du PS, et pour commencer Mitterrand lui-même, n'avaient pas l'intention de procéder aux ruptures structurelles nécessaires si on voulait réellement appliquer avec succès le Programme commun. Il s'agissait d'un mélange mal fagoté de relance budgétaire et de nationalisations formelles sans en faire pour autant des instruments de politique économique et en remboursant grassement les propriétaires. Surtout, les mesures qu'il fallait prendre n'ont pas été prises. Il fallait en effet une dévaluation immédiate et significative, un strict contrôle des changes, une sortie du Système monétaire européen (SME), un protectionnisme commercial et une profonde réforme bancaire. Les faiblesses de cette politique n'aboutirent qu'à une forte attaque contre le franc, à une évasion des capitaux, et au creusement de la balance commerciale, la relance profitant aux importations en l'absence d'un programme protectionniste. C'était prévisible mais encore une fois il n'existait pas de détermination politique pour mener à bien un véritable virage socialiste. Au contraire, beaucoup furent soulagés et profitèrent des difficultés comme un prétexte pour abandonner les promesses de campagne et se tourner vers un programme réformiste néolibéral, comme la plupart des pays le menaient alors. Les éléments les plus libéraux du PS exploitèrent ainsi la supposée « *contrainte extérieure* » pour intégrer la France dans le système néolibéral qui se mettait en place dans le monde entier sous l'impulsion des Etats-Unis (puis de l'Angleterre de Margaret Thatcher). C'est alors que se met en place le système que nous connaissons aujourd'hui, basé sur le néolibéralisme économique et institutionnel, ainsi que sur le bipartisme, complété et verrouillé par le FN.

L'évolution du PS comme un parti ouvertement néolibéral, n'essayant même plus de se donner des airs ne serait-ce que vaguement socialistes, ni de faire semblant de vouloir défendre les classes populaires, devra pourtant attendre François Hollande. Il profitera de la défection de son charismatique concurrent Dominique Strauss-Kahn, qui avait la faveur des classes possédantes et de leurs médias (presque tous). Aujourd'hui, le gouvernement socialiste, majoritaire dans les deux chambres, ne tente même pas de donner le change. Aussitôt élu, les trahisons des rares promesses tombent. Hollande inaugure sa présidence par l'adoption sans renégociation du TSCG, qui fait tomber la souveraineté budgétaire. Spectaculaire début de mandat ! Les attributs essentiels de la souveraineté n'appartiennent pourtant à aucun gouvernement et aucun parlement, mais exclusivement à la nation souveraine. Celle-ci, bien sûr, n'aura pas son mot à dire, le souvenir cuisant de 2005 hantant les nuits de l'oligarchie politique et médiatique. L'Etat de droit s'éloigne toujours un peu plus, et les socialistes y sont toujours pour beaucoup, ajoutant leurs coups à ceux de la droite. Cette forfaiture est vite suivie par toute une série de mesures qui n'ont rien à voir avec le socialisme : « *renoncement* » à procéder à la séparation bancaire promise, démantèlement du droit du travail avec l'ANI, recul de l'âge de la retraite, acte III de la décentralisation. Cette dernière « *réforme* », particulièrement violente, vise l'explosion de l'unité du territoire et de l'unicité de la loi afin de mettre les futures métropoles et régions en concurrence obligatoires. Elles seront dotées de la capacité de passer des lois dérogatoires au droit général afin d'assurer leur « *compétitivité* ». Elles seront des laboratoires de la destruction par le bas de la souveraineté nationale, complétant celle par le haut au moyen de la « *construction* » européenne. Le Pacte de « *responsabilité* » remet une grosse louche de baisses de cotisations sociales patronales et de flexibilité en échange de promesses verbales sur l'emploi. Ce « *pacte* » (face tu gagnes, pile je perds) a été directement rédigé par le dirigeant du MEDEF, Pierre Gattaz, qui ne s'en cache même pas. Le ministre de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici, avoue carrément dans un discours public, celui du 5 février 2014 au salon des entrepreneurs, qu'il est en fait le « *ministre des entreprises* » (comprendre au service des entreprises) : « *Je suis ici pour vous dire à quel point l'action publique est forte et engagée au service de l'emploi. Et donc des entreprises, et donc des entrepreneurs. Le Gouvernement veut répondre à l'urgence de vos besoins. C'est précisément la raison pour laquelle le Président de la République a souhaité créer le Pacte de responsabilité.* » Nous voilà fixés. Baisse massive des dépenses publiques, déflation salariale, baisse des cotisations sociales patronales, la recette qui nous envoie droit dans le mur depuis le tournant socialiste de 1983 est donc confirmée et accélérée. Sauf que dans l'ordre du discours il n'est même plus question de « *parenthèse* ». Le discours présidentiel, ouvertement calibré pour séduire les entreprises et l'UMP, anticipe l'impossibilité d'une victoire socialiste aux prochaines échéances nationales. Il prépare le terrain pour un gouvernement de grande coalition à l'allemande (comprendre un gouvernement réunissant PS et UMP ou une partie), si la montée savamment entretenue du FN ne suffit pas à réarmer une dixième fois le piège usé du vote utile. Ou si cette montée se fait au contraire trop menaçante, risquant d'évacuer le PS au premier tour.

Trente longues années de politique néolibérale instaurée par les « *socialistes* » depuis le début des

années 1980 nous permettent donc de faire le bilan du PS. Ceux qui se cantonnent dans l'idéologie, se perdent dans la question cornélienne de savoir si le PS est à gauche ou pas, butant sur l'impossible définition de la gauche, ou de la « vraie gauche ». C'est à vrai dire une question dont on a tout intérêt à se dispenser. Non pas que le clivage opposant les classes dominantes aux classes populaires ait le moins du monde disparu, puisqu'au contraire il s'avive d'année en année. Mais il est très mal représenté par le très flou clivage droite-gauche d'aujourd'hui. Non seulement rien d'essentiel ne sépare l'UMP du PS, mais même une bonne partie de la gauche non socialiste, y compris ceux qui se disent anticapitalistes, se refusent de revenir sur les principales mesures socialistes. Ce sont celles de la mondialisation commerciale, monétaire, bancaire, financière et surtout institutionnelle, celle qui verrouille politiquement toutes les autres et donc la plus stratégique. Les principaux piliers du capitalisme néolibéral ne sont même pas les cibles de ceux qui sont supposés être à l'extrême gauche. Ils refusent le protectionnisme national, y compris sous sa forme coopérative et internationaliste, seule alternative démocratique au libre-échange généralisé. Ils refusent aussi l'annulation de la dette publique et la suppression des marchés financiers. Plus encore, ils rejettent la sortie des institutions cardinales du néolibéralisme en Europe : la sortie de l'euro et de l'Union européenne. Dès lors, que peut bien signifier le concept de « gauche » aujourd'hui pour les classes populaires ? Rien.

La bonne question pour analyser la position politique du PS (et aussi de ses alliés), est donc : pour qui travaille-t-il efficacement ? Pour les classes populaires ou pour les classes possédantes ? La réponse est évidemment dans la question au vu du bilan accablant de ce parti. Mais il faut aller plus loin. Non seulement le PS et ses satellites inféodés, tout comme l'UMP, est au service exclusif des classes dominantes, mais il en est même, contrairement aux autres, la pièce maîtresse, le parti organique, le plus important, le plus stratégique. C'était le seul à pouvoir imposer sans beaucoup de résistances collectives, politiques et syndicales, le gigantesque train de mesures nécessaires pour passer de l'économie mixte fordiste adossée à la souveraineté nationale et ses processus démocratiques imparfaits mais toujours mobilisables, à l'ordre antidémocratique supranational du capitalisme néolibéral.

Le parti principal des classes dominantes, c'est donc le PS. Ce fait massif et désormais indéniable est beaucoup plus important que de se demander s'il est encore à gauche ou à droite. Le bipartisme que nous connaissons désormais depuis trop longtemps a bien réparti les rôles, qui sont complémentaires. Le PS fait passer les mesures de structure, qui déterminent le champ des possibles pour l'économie capitaliste et les institutions dont elle a besoin. L'UMP, pour sa part, exploite avec le plus de violence et sans se sentir obligée de compenser cette violence par des compensations symboliques mais parfois coûteuses, ce cadre structurel que seul le PS est à même de construire. D'autre part, l'UMP et le FN, avec la complicité des médias dans cette mascarade, se chargent de dresser un paysage favorable. Apparemment les conflits politiques sont toujours actifs, et donnent l'illusion d'un rapport de force animant les processus démocratiques électoraux et représentatifs. L'ensemble est là pour masquer le phénomène principal : plus aucune force politique organisée possédant une visibilité publique n'est là pour défendre les intérêts structurels des classes populaires. Personne ne suscite une dynamique de reconquête des processus démocratiques en restaurant la souveraineté nationale. Personne ne vise à détruire les piliers du capitalisme néolibéral érigés par le parti organique des classes possédantes, le PS, flanqué de ses alliés.

Plus aucune voix issue des classes populaires ou de quiconque attaché aux principes démocratiques ne doit aller à ce parti ou ses alliés. Les classes possédantes doivent être combattues frontalement et non plus légitimées et renforcées électoralement. Leur parti le plus efficace est le PS. Il doit disparaître du paysage politique, qu'il a déshonoré plus qu'aucun autre. Ceux qui craignent en sanctionnant le PS et EELV de faciliter ainsi la montée du FN ne comprennent pas la logique expliquant la montée du parti d'extrême droite. C'est le blocage politique organisé par le bipartisme, et l'absence de tout autre parti visible proposant une rupture avec ce qu'a construit le PS, qui crée structurellement un effet de niche pour le FN. Le PS a construit un monde où l'autonomie du politique a disparu, condition indispensable pour que les classes populaires puissent peser sur les normes collectives. Un parti réellement du côté des classes populaires et qui prendrait de l'ampleur ferait disparaître ce blocage actuel et diminuerait d'autant les votes FN. Le principe des vases communicants s'appliquerait, à condition qu'il annonce sans aucune ambiguïté qu'il se propose de démondialiser, de restaurer la souveraineté nationale pleine et entière en sortant de l'euro et de l'UE, de l'OTAN, de l'OMC, de la Banque mondiale et du FMI, qu'il annonce l'annulation de la dette publique et la restauration d'un circuit public du crédit et de la monétisation, un protectionnisme coopératif, la réindustrialisation et le refinancement massif de la fonction publique et de la Sécurité sociale. Le « vote utile » est ainsi certainement, après les autres manœuvres du PS, ce qui a le plus contribué au maintien à un haut niveau du FN. Croire éviter la montée du FN en votant PS (ou EELV), ou UMP, est donc le plus sûr moyen de faire prospérer son effet de niche éternellement et de laisser pourrir la situation.

Seules des forces politiques comme le M'PEP pourront débloquent réellement une situation particulièrement malsaine et qu'il faut au plus vite redresser radicalement. En attendant, personne ne doit donner sa voix au principal responsable, le PS (et EELV) qui reste au gouvernement malgré une politique jamais si ouvertement au service exclusif de la ploutocratie. EELV regroupe de toute façon des politiciens opportunistes, écologistes d'opérette, et les idéologues les plus forcenés justifiant comme personne les institutions antidémocratiques européennes. Ceux qui ne voient rien à redire au

fait que les choix de production et d'échanges soient confiés exclusivement au marché, ce qui est le cœur du néolibéralisme et des traités européens, ne sauraient avoir la moindre ambition écologique. Ils ne sont capables que de proposer des mesures parfaitement anecdotiques et cosmétiques, qui ne remettent jamais en cause les intérêts du capital.

Les forces politiques de ce gouvernement qui symbolise tout ce qui a fait nos difficultés des trente dernières années et qui accélère comme jamais cette évolution, doivent être sanctionnées le plus largement possible à l'occasion de ces élections municipales. Leur enjeu national ne fait aucun doute. Il ne s'agit pas pour autant de mésestimer les enjeux locaux qui demeurent.

ANNEXE Chronologie des principales mesures néolibérales du PS, quand il est au pouvoir, depuis 1982

Passons pudiquement sur les grandes ambiguïtés de la période de la première année de l'arrivée des socialistes en 1981, et notamment sur le début de la désindustrialisation massive, notamment de la sidérurgie. Passons aussi sur la tentative, déjà, d'échanger les 39 heures contre une flexibilité accrue, qui échouera devant les mobilisations spontanées. En juin 1982, à peine un an après l'élection de Mitterrand, c'est le « *tournant de la rigueur* » qui ouvrira la « *parenthèse libérale* », jamais refermée. La vraie rigueur aurait consisté à tout faire pour tenir les engagements de campagne et ne pas décevoir les classes populaires qui avaient amené la victoire pour la gauche. En fait de rigueur, c'est en réalité l'instauration en France, par le PS, du néolibéralisme. Ce virage spectaculaire sera annoncé par Pierre Mauroy, Premier ministre, dramatisant la contrainte extérieure, et concocté par Jacques Delors, qui était alors le très influent ministre des Finances (nomination qui en dit déjà long sur la détermination réelle de rupture de Mitterrand).

C'est le début d'une stratégie dans laquelle nous sommes toujours pour l'essentiel, celle nommée alors de « *désinflation compétitive* », centrée sur la lutte contre l'inflation salariale et nominale, sur la politique monétaire du franc fort, tentant de coller au mark, entraînant comme conséquence directe l'accélération significative du chômage de masse. Le chômage de masse avait commencé à apparaître au fur et à mesure des années 1970 et de la première mondialisation commerciale et monétaire avec le GATT, le financement de la dette publique par le marché, l'abandon de la convertibilité en or du dollar et l'instauration des monnaies flottantes, et le premier plan de « *rigueur* » de Raymond Barre, Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing. Mais ces derniers n'ont pas pu aller aussi loin que ce qu'impulsera Mauroy et concoctera Delors.

La mesure la plus emblématique de ce virage essentiel est le blocage des salaires, plus tard suivi par la fin de l'indexation des salaires sur les prix, que l'on appelait « *l'échelle mobile des salaires et des prix* ». Elle est désormais rendue illégale par les « *socialistes* ». Le tout était déjà justifié par la supposée contrainte extérieure, la construction européenne qui commence à être présentée comme un objectif majeur, l'aide aux entreprises qui créent supposément les emplois, les « *charges* » patronales jugées excessives, le poids de l'Etat, la nécessité de la compétitivité et de la primauté du commerce extérieur, la « *rigueur* » courageuse mais régénératrice qui produira ses effets bénéfiques sur l'emploi plus tard, la politique de l'offre, la flexibilité, les profits d'aujourd'hui qui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain (toujours remis à la Saint Glinglin), la baisse de l'impôt car « *trop d'impôt tue l'impôt* »... Bref, toute la verroterie idéologique du néolibéralisme est déballée, reprise en cœur par des médias enthousiastes. Ils sont ravis que l'on abandonne les fondamentaux de la gauche « *archaïque* » et que l'on allie libéralisation à tout va, modernisme sociétal et bons sentiments, soutien aux énergies privées et à l'ex contre-culture, à la décentralisation, bref à tous les thèmes privilégiés par les « *modernistes* », pour le maximum de liberté dans la « *société civile* » et le moins d'intervention publique et d'Etat social. L'efficacité du PS pour imposer facilement des choses que la droite aurait eut bien du mal à faire passer en force s'explique pour une part importante par le silence des syndicats. La CGT n'a pas voulu mobiliser les salariés contre un gouvernement qui se disait « *de gauche* », alors que FO et la CFDT soutenaient activement une bonne partie de cette réorientation engagée par le PS. Plus aucune force politique ou syndicale n'est donc là pour faire contrepoids à l'inclusion de la France dans l'ordre institutionnel néolibéral, initié et essentiellement réalisé (plus des deux tiers, et les mesures les plus essentielles) par les gouvernements que l'on continue par inertie de nommer socialistes.

La « *crise* » (en fait un changement de régime capitaliste) sera alors présentée comme une opportunité de modernisation. On rejouera l'éternelle comédie des Anciens contre les Modernes, et on verra poindre des convergences entre les élites « *modernisatrices* » de droite et de gauche, partisans des réformes contre les étatistes, jacobins et autres populistes, totalitaires en puissance. La logique principale est celle-là : si l'objectif de basse inflation, qui suppose la contrainte salariale, est prioritaire, alors le marché intérieur est impacté négativement (du fait du lien évident entre niveau moyen des salaires et niveau moyen de la demande solvable). Si l'on veut néanmoins un minimum de croissance afin de ne pas faire exploser le chômage, il ne reste plus qu'à miser sur les débouchés extérieurs puisque les débouchés intérieurs sont déprimés. Pour miser sur le commerce extérieur il faut être compétitif pour prendre des parts de marché à ses concurrents. La baisse des salaires contribue à la possibilité de baisser les prix à l'export, et donc à la compétitivité-prix. Lutte contre

l'inflation et priorité au commerce extérieur vont donc tous les deux dans le sens de la déflation salariale. Désormais, la seule voie soutenue par le PS pour sortir du chômage de masse est la compétitivité et donc un régime permanent de basse pression salariale. Si l'inflation passera de 12% à 2%, et si la part des salaires dans la valeur ajoutée baissera de 10 points sous les régimes socialistes, le plein-emploi ne sera jamais retrouvé, et le chômage de masse s'aggravera et s'amplifiera régulièrement. Cette solution présentée comme miraculeuse pour allier modernité et plein-emploi se révélera un échec complet. C'est plutôt une magnifique réussite pour les classes dominantes, qui virent les taux de profit repartir à la hausse. Car on ne remplace pas le marché intérieur par le marché extérieur dans une économie développée sans gros dégâts macro-économiques et sociaux. L'expérience en grande nature nous l'a prouvé depuis maintenant trois longues décennies néolibérales, période initiée et en grande partie réalisée par le PS et ses alliés.

C'est sous le gouvernement Fabius que se réaliseront deux des transformations les plus structurantes et déterminantes pour le pays : l'accélération de la « *construction* » européenne, décisive pour la déconstruction des institutions politiques nationales afin de court-circuiter les processus démocratiques orientant la politique économique et sociale ; et la financiarisation de l'économie et des budgets publics. En 1984, après la stratégie désindexation des salaires sur les prix, Jacques Delors, jamais à court de mauvaises idées, brise ce que Clinton (la « *gauche* » est toujours en pointe pour les mesures de structure) n'arrivera à imposer qu'en 1999 aux Etats-Unis : la fin de la séparation décidée sous de Gaulle en 1945 des banques de dépôt et des banques d'affaires. Rappelons que, grâce à ce cloisonnement des activités bancaires, le pays n'était pas (ou beaucoup moins) à la merci d'un krach boursier avec la création des banques dites universelles. La spéculation financière bénéficie depuis, *ipso facto*, de la garantie publique, car le risque de faillite en chaîne devient trop grand avec des banques détenant les actifs du public. Elle redouble donc d'ampleur et c'est le retour de l'instabilité bancaire. Merci le PS.

Jacques Delors, « *socialiste* » qui pour les classes possédantes vaut effectivement de l'or, sous l'impulsion de François Mitterrand lors du sommet de Fontainebleau (1984), commence aussi à préparer la même année, avec comme acolyte un autre socialiste impressionnant de socialisme, Pascal Lamy, l'Acte unique européen. Ce sera un traité européen essentiel signé en 1986, mettant en place le marché unique européen, basé sur la concurrence et ouvrant celle-ci aux importations mondiales et aux marchés financiers mondiaux. Il donnera à la fois un coup de fouet à la mondialisation commerciale et financière, ainsi qu'à la construction d'un ordre institutionnel brisant tous les processus démocratiques, soustrayant ainsi l'économie de la pression de ces derniers. C'est donc l'organisation méthodique par ces deux membres du PS des trois piliers de la mondialisation néolibérale. Ils en deviendront d'ailleurs des dirigeants essentiels dans les institutions cardinales de cette dernière, Delors à la présidence de la Commission européenne et Lamy à la présidence de l'OMC (qui succèdera en 1994 au GATT). Rajoutons un autre socialiste fameux, Dominique Strauss-Kahn bien plus tard à la tête du FMI, et nous voyons que nous pouvons compter sur les socialistes pour nous protéger de la mondialisation...

1985 voit Bérégovoy, ministre de l'Economie et des Finances puis Premier ministre, initier le véritable départ de la dérégulation financière. Pour réaliser cette complexe opération stratégique, il est très bien conseillé par son directeur de cabinet Jean-Charles Naouri. Ce dernier est un « *socialiste* » bon teint, classé en 2009 par la revue Challenges 63e fortune française, après avoir dirigé, entre autres, le groupe Casino, accompagne de Claude Rubinowicz. C'est encore un « *socialiste* » bien sûr, à la tête de sociétés de conseils en stratégie financière, ce qui ne l'empêche pas d'assurer d'éminentes responsabilités publiques et d'être en même temps inspecteur général des finances. Car il n'y a rien de plus efficace, dans ce monde-là, que d'être juge et partie. Plusieurs décisions techniques importantes sont prises : autorisation pour les banques et les entreprises d'emprunter sur le marché des titres courts négociables ouverts à tous les investisseurs, création de bons du Trésor négociables, création d'un vaste marché hypothécaire ouvert à tous les agents économiques...

Mais 1986 restera la grande année de la dérèglementation financière, réalisée par la même équipe « *socialiste* » :

- Assouplissement du contrôle des changes qui aboutira en 1990, toujours sous gouvernement socialiste et avec l'équipe de Bérégovoy, à la levée totale de tout contrôle des changes. Désormais, toute notre économie est soumise à la menace permanente des fonds de pension anglo-saxons et des concurrents à l'affût d'occasions à saisir (la grande valse des fusions-acquisitions). La liberté de mouvements des capitaux sera sanctuarisée par le traité de Maastricht.
- Libéralisation des tarifs de courtage.
- Extension décisive du marché secondaire pour les dettes d'Etat. Après 1986, la plus grande partie de la dette de l'Etat circule sur le marché sous forme de titres financiers négociables. Extension des OAT (Obligations assimilables du Trésor) : obligations sur la dette souveraine émises plus régulièrement que les emprunts d'Etat, standardisées afin d'être plus facilement des objets de spéculation sur les marchés à terme (voir MATIF). Les budgets publics se mettent donc encore plus résolument sous la coupe des marchés financiers. Le PS écrase les salaires et

trouve au chômage de masse des vertus pour lutter contre l'inflation, mais ne recule devant aucune « *innovation* » pour donner du pouvoir au capital financier.

- Création d'un marché boursier pour les PME. On a voulu faire profiter à ces dernières ce qui était censé être un si grand avantage pour les grosses entreprises. Car l'extension du domaine de la Bourse était vendue comme un moyen de financer souplement et efficacement les entreprises. Il n'en aura rien été. Le crédit bancaire est beaucoup plus efficace. Et surtout moins vorace. Actuellement, par les rachats d'actions, les marchés financiers retirent plus de capital aux entreprises qu'ils n'en apportent. Mais on ne change pas une formule qui perd et qui a le mauvais goût de contraindre les entreprises à toujours privilégier la montée du cours de leurs actions à toute stratégie entrepreneuriale misant sur le long terme. Le chômage de masse et le maintien des bas salaires, de la précarité maximale, de la productivité contrainte ne s'en portent que mieux. Encore une grande conquête « socialiste » !
- Création du marché des produits dérivés avec le MATIF (Marché à terme des instruments financiers), ces produits spéculatifs qui connaîtront un spectaculaire développement et joueront un rôle stratégique dans l'instabilité financière actuelle (avec notamment les CDS).

Voilà pour les principales mesures de 1986. Elles se conjuguent à un vaste plan de privatisation qui se chargera de donner de très vastes volumes aux marchés financiers nationaux nouvellement dérégulés, et accélérés par leur informatisation. Il faut mettre tout cela en rapport avec les traités européens qui imposent l'interdiction faite à toute restriction du mouvement des capitaux, entre les pays membres, mais encore plus lourd de conséquences entre les pays membres et les pays tiers, donc les Etats-Unis et leurs fonds de pension puis leur crise hypothécaire compris, sans oublier les paradis fiscaux. Cette interdiction était là dès l'origine dans l'article 67 du traité de Rome, mais était restée théorique. Depuis la directive 88/361/EEC Delors-Lamy, car bien sûr elle fut concoctée par nos amis « *socialistes* », elle fut prise en 1988 et deviendra effective en 1990, se retrouvera dans l'article 56 du traité de Nice et l'article 63 du traité de Lisbonne actuel. Ce traité se retrouve désormais dans notre propre Constitution. Il précède ainsi, dans la hiérarchie des normes juridiques, les lois du parlement. Indéniablement, les structures institutionnelles, avec le PS, organisent les faisceaux de contraintes économiques actuelles. C'est l'impossibilité de financer le budget public en dehors des marchés financiers qui sont les gardes-chiourmes les plus efficaces de l'orthodoxie néolibérale. C'est le pouvoir des actionnaires sur les décisions des grandes entreprises au détriment des salaires, des conditions de travail et de l'emploi, avec toutes les conséquences en chaîne sur leurs sous-traitants et les services dépendants de ces grandes entreprises. C'est la montée en charge d'institutions anti-démocratiques supranationales, et pour commencer la plus terrible d'entre elles, « *l'Union* » européenne. Tout cela, nous le devons au PS. Les mesures les plus structurellement favorables aux classes dominantes, et notamment les trois piliers de la mondialisation néolibérale, doivent beaucoup à ce parti qui a le toupet de se nommer « *socialiste* » : libre-échange généralisé, financiarisation de l'économie et des budgets publics, court-circuitage des processus démocratiques nationaux par des institutions non responsables politiquement car supranationales, hors de portée de la pression des peuples.

La liste n'est pas finie, quoique l'essentiel ayant été réalisé sous les gouvernements Mauroy et Fabius, comme nous venons de le voir.

Pour compléter la liste de la financiarisation de l'économie par les socialistes au pouvoir, on peut encore citer la baisse drastique de la fiscalité du capital à partir de 1990 par l'indispensable Bérégozovoy. Le régime fiscal ad hoc pour favoriser les *stock-options* sera établi par Strauss-Kahn en 1998, afin de transformer les cadres dirigeants en actionnaires. Le but était de les associer aux détenteurs du capital pour qu'ils gèrent les entreprises avec un critère principal : « *maximiser* » la valeur boursière des actions de l'entreprise pour enrichir les actionnaires en pesant toujours plus sur le coût du travail. Là se trouvent les origines des licenciements boursiers. Difficile de dire qu'un tel objectif était encore manifestement « *socialiste* » ! La création par Fabius des PPESV (Plan partenarial d'épargne salariale volontaire) visant à créer des fonds de pension à la française, succédant à la création par Lionel Jospin du Fonds de réserve pour les retraites (FFR). Sarkozy aura l'honneur de réaliser ce qu'avaient préparé ses « *concurrents* » socialistes, mais il sera gêné dans cette saine émulation par la survenue intempestive des conséquences de toutes ces belles innovations financières lors de la crise de 2007-2008. Car telle est désormais depuis trente ans le seul suspens lié au bipartisme qui s'est durablement installé dans le pays : la droite gouvernementale réussira-t-elle à faire mieux pour l'adoption des mesures néolibérales structurelles que ses adversaires socialistes ? Quoique la réponse soit toujours non, l'honneur de la droite est de tout tenter pour renverser la tendance, sans succès. Il faut dire que c'est la chasse gardée du PS et sa vraie spécialité.

Même si ce sont des mesures de structure, celles qui surplombent toutes les autres décisions politiques et impriment à notre économie son visage actuel, la liste des méfaits du PS est loin de s'arrêter là. Citons, pour mémoire, la préparation du Livre blanc sur les retraites par Rocard, que commencera à appliquer Balladur, l'alternance ne lui laissant pas l'opportunité d'avoir l'honneur d'entamer le grand démantèlement du système des retraites. Les socialistes se rattraperont plus tard et appliqueront avec zèle l'orientation délétère impulsée par Rocard et initiée par Balladur. La baisse continue des cotisations sociales patronales doit aussi beaucoup aux socialistes. Rocard bascule le financement de la

Sécurité sociale sur la fiscalité avec la CSG, ménageant ainsi les plus-values et ponctionnant les classes populaires sans distinction. En 1992 c'est le grand combat du PS pour l'adoption du traité de Maastricht (Mélenchon en première ligne, n'ayant pas de mots assez durs pour les opposants). Bien sûr, 1997 voit l'arrivée de la gauche « *plurielle* » (plurielle mais unanime dans le refus de toute rupture avec l'ordre néolibéral qu'elle contribuera à développer en France). Ce sera la signature sans renégociation du traité d'Amsterdam malgré les promesses. Puis un vaste plan de privatisation (c'est le gouvernement qui privatisera le plus en France), notamment France Télécom, le Crédit Lyonnais, les autoroutes, etc. On doit aussi à cette gauche plurielle l'instauration de la flexibilité lors du passage aux 35 heures avec l'annualisation du temps de travail, et une nouvelle accélération du démantèlement du droit du travail qui devra beaucoup aux socialistes. Ce sera aussi le grand lancement européen du démantèlement des services publics lors du sommet de Barcelone en 2002 avalisé par le Premier ministre socialiste Lionel Jospin. On doit aussi au PS sa campagne déterminée pour l'adoption du TCE en 2005, afin de constitutionnaliser toutes les mesures néolibérales qu'il avait été le premier, et le principal, à instaurer en France. Le PS favorisera ensuite l'adoption honteuse du traité de Lisbonne reprenant le TCE, solennellement rejeté par le peuple français dont les parlementaires ne sont pourtant que les représentants.

Même ce que les plus charitables ou naïfs pourraient accorder aux « *socialistes* » se révèle presque toujours à double tranchant. Les conséquences du chômage de masse sont de plus en plus dramatiques et déstructurantes. Pour y faire face, le PS déploie toute une panoplie de serpillères sociales dérisoires mais qui lui permettent de renouveler la grande tradition de la charité dépolitisante. On trouve de grands concerts de charité, récoltes de fonds privés, Restos du cœur, SOS racisme (alors qu'il souffle sur la braise du FN afin de diviser la droite et profiter du « *vote utile* »). C'est aussi le RMI chargé de la survie des chômeurs de longue durée, de contrats « *aidés* », occasions toujours renouvelées de faire des entorses au droit du travail et notamment du CDI en prétextant aider telle ou telle catégorie (emplois jeunes, vieux, etc.). S'ajoutent les stages et formations bidons, puisque le chômage, selon le PS, serait dû à l'inadaptation des salariés, pas aux choix macroéconomiques de déflation salariale des socialistes couplés à la mondialisation commerciale et financière instaurée en France par le PS. Toutes ces manœuvres n'empêchent pas le PS de continuer à se présenter comme un parti « *de gauche* », celui des bons sentiments, du « *care* », de la générosité et du progressisme, fustigeant la droite pour sa dureté de cœur et son égoïsme. C'est un théâtre à l'italienne où le PS se donne le beau rôle. Il reproche ensuite à ceux qui refusent cette mascarade de « *faire le jeu de la droite* », et pire, du FN, dont le rôle est si stratégique pour positionner le PS comme un parti de gauche et lui assurer des votes alors même que plus personne ne croit en lui pour la moindre rupture économique ou sociale.